

# EXTRAIT du REGISTRE des DÉLIBÉRATIONS du CONSEIL MUNICIPAL d'HILLION SÉANCE du lundi 19 mai 2025

**Date de convocation :** 13 mai 2025  
**Date d'affichage :** 13 mai 2025

**Nombre de Conseillers en exercice :** 27  
**Nombre de Conseillers présents :** 22  
**Nombre de Conseillers votants :** 27

L'an deux mille vingt-cinq, le lundi dix-neuf mai à dix-huit heures trente minutes, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la salle du Conseil Municipal en séance publique sous la présidence de Madame le Maire.

**Étaient présents :** A. Guennou – M. Cosson – A. Jégouic – I. Crézé – W. Macé – V. Rosnarho – H. Bourdonnais – M. Chaplain – G. Kuntz – D. Boulaire – B. Delanoë – M. Devrand – E. Allanic – F. Le Meur – A. Mercier – I. Lévêque – F. Deniaux – V. Gaudu – R. Trivin – E. Guy-Claereboudt – P. Carrière & A. Le Texier formant la majorité des membres en exercice.

**Étaient absents excusés :** M. Colas donnant procuration à A. Jégouic, V. Rebours donnant procuration à A. Guennou, A.G. Bertrand donnant procuration à V. Rosnarho, S. Rault donnant procuration à M. Devrand, S. Hamon donnant procuration à E. Allanic.

**Était absent :** néant

Madame Virginie Rosnarho est nommée secrétaire et Madame Eva Guy-Claereboudt, secrétaire adjointe.

## **OBJET :**

**INDEMNITÉ SPÉCIALE DE FONCTION ET  
D'ENGAGEMENT (ISFE) AU BÉNÉFICE DES  
FONCTIONNAIRES TITULAIRES ET STAGIAIRES  
RELEVANT DES CADRES D'EMPLOIS DES AGENTS  
DE POLICE MUNICIPALE**

**Rapporteur :** Morgane COLAS, Adjoint chargée de l'Administration générale, des finances et des ressources humaines

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L.714-4 et L.714-13 ;

Vu le décret n°94-731 du 24 août 1994 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des gardes champêtres ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

Vu le décret n°2006-1391 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale ;

Vu le décret n°2006-1392 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale ;

Vu le décret n°2011-444 du 21 avril 2011 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;

Vu le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres ;

Vu la délibération en date du 25 avril 2007, instaurant l'indemnité d'Administration et de Technicité (IAT) et l'indemnité spéciale mensuelle de fonctions (ISMF) ;

Considérant qu'il convient d'instaurer au sein de la Commune, une Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la Police Municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres, en lieu et place des régimes indemnitaires existant pour ces agents ;

Considérant que l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) se compose d'une part fixe et d'une part variable ;

Considérant qu'il convient de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque cadre d'emplois ;

Vu l'avis favorable du Comité Social territorial en date du 28 avril 2025 ;

## **1 - Dispositions générales**

### ♦ Bénéficiaires

L'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) peut être instaurée au bénéfice des fonctionnaires titulaires et stagiaires relevant des cadres d'emplois suivants :

- Chefs de service de police municipale
- Agents de police municipale

### ♦ Conditions de cumul

L'indemnité mise en place est par principe exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir. Dès lors, l'ISFE ne peut se cumuler avec :

- Le RIFSEEP (IFSE + CIA),
- L'indemnité d'administration et de technicité,
- L'indemnité spéciale mensuelle de fonctions (ISMF).

L'ISFE peut en revanche se cumuler avec :

- Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires,
- La prime annuelle,
- Primes et indemnités directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, travail de nuit, travail du dimanche et jours fériés, ...),
- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement),
- Les dispositifs d'intéressement collectif,
- La participation employeur à la complémentaire santé et à la prévoyance.

## **2 - Modalités et conditions d'attribution**

L'ISFE est constituée d'une part fixe et d'une part variable, déterminées dans les conditions suivantes :

- La part fixe est calculée en appliquant un taux individuel au montant du traitement (soumis à retenue pour pension) ;
- La part variable est fixée dans la limite de montants réglementaires en fonction des résultats professionnels obtenus par l'agent et l'atteinte des objectifs, les compétences professionnelles et techniques, le niveau de responsabilité, les contraintes ou sujétions particulières, l'atteinte des objectifs d'intervention sur le terrain, le niveau d'organisation de prévention, la capacité d'encadrement le cas échéant. L'appréciation de l'engagement professionnel et de la manière de servir se fonde sur l'entretien professionnel.

	Part fixe	
	Taux Maximum réglementaire	Taux plafonds appliqués
Chefs de service de police municipale *	32%	Dans la limite des plafonds règlementaires
Agents de police municipale*	30%	

	Part variable		
	Montants plafonds réglementaires	Montants plafonds appliqués	Critères liés à l’engagement professionnel et à la manière de servir
Chefs de service de police municipale *	7 000€	Dans la limite des plafonds réglementaires	(voir ci-dessus)
Agents de police municipale*	5 000€		

Dispositif de sauvegarde : conformément à l’article 7, dernier alinéa du décret n° 2024-614 du 26 juin 2024, lors de la première application des dispositions dudit décret, si le montant indemnitaire mensuel perçu par le fonctionnaire à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l’exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage mentionné précédemment et dans la limite du montant annuel maximum décidé par l’organe délibérant.

Dans la limite du respect des plafonds réglementaires et des montants maximums annuels retenus, la fonction de régisseur d’avances ou de recettes sera prise en compte par le versement annuel d’une majoration de l’ISFE, mentionnée dans l’acte constitutif de la régie conformément au tableau ci-dessous :

RÉGISSEUR D'AVANCES	RÉGISSEUR DE RECETTES	RÉGISSEUR D'AVANCES et de recettes	MONTANT annuel de la majoration de l’ISFE
Montant maximum de l'avance pouvant être consentie	Montant moyen des recettes encaissées mensuellement	Montant total du maximum de l'avance et du montant moyen des recettes effectuées mensuellement	
Jusqu'à 1 220	Jusqu'à 1 220	Jusqu'à 2 440	110 €
De 1 221 à 3 000	De 1 221 à 3 000	De 2 441 à 3 000	110 €
De 3 001 à 4 600	De 3 001 à 4 600	De 3 001 à 4 600	120 €
De 4 601 à 7 600	De 4 601 à 7 600	De 4 601 à 7 600	140 €
De 7 601 à 12 200	De 7 601 à 12 200	De 7 601 à 12 200	160 €
De 12 201 à 18 000	De 12 201 à 18 000	De 12 201 à 18 000	200 €
De 18 001 à 38 000	De 18 001 à 38 000	De 18 001 à 38 000	320 €
De 38 001 à 53 000	De 38 001 à 53 000	De 38 001 à 53 000	410 €
De 53 001 à 76 000	De 53 001 à 76 000	De 53 001 à 76 000	550 €
De 76 001 à 150 000	De 76 001 à 150 000	De 76 001 à 150 000	640 €

Le mandataire suppléant peut percevoir l'indemnité de responsabilité, pour les périodes où il assure effectivement le remplacement du régisseur.

L'ISFE sera versée mensuellement, le montant sera proratisé en fonction du temps de travail pour les agents à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet.

L'autorité territoriale devra fixer les montants individuels attribués au titre de l'ISFE, par voie d'arrêté individuel selon les critères définis ci-dessus dans la limite des plafonds déterminés par la réglementation et la délibération.

### **3 - Conditions de réexamen**

Le montant de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement fera l'objet d'un réexamen :

- en cas de changement de fonctions (changement de groupe de fonctions avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions notamment),
- en cas de changement de cadre d'emploi suite à une promotion, ou la réussite à un concours dans le respect du groupe de fonction d'appartenance,
- au moins tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent.

L'expérience visée ci-dessus se distingue de l'ancienneté, laquelle est valorisée par le changement d'échelon.

L'expérience est appréciée notamment au regard des critères suivants :

- obtention d'une qualification supplémentaire nécessaire au service,
- acquisition/reconnaissance d'un savoir-faire ou d'une nouvelle compétence nécessaire au service, favorisé notamment par la formation.

Ce réexamen n'implique pas une revalorisation automatique du régime indemnitaire.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :**

- **D'INSTAURER l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE) dans les conditions indiquées ci-dessus et dans la limite des plafonds déterminés par arrêtés ministériels opposables aux cadres d'emplois correspondant de la Fonction Publique Territoriale ;**
- **D'ADOPTER les groupes de fonctions et montants plafonds mensuels précédemment indiqués pour les agents titulaires et stagiaires ;**
- **D'ALLOUER le Régime Indemnitare au prorata du temps de travail effectif ;**
- **D'AUTORISER Madame le Maire, ou son représentant, à signer tout document afférent à la mise en œuvre de cette délibération.**

Annie GUENNOU,  
Maire.

